

La Nation

Journal vaudois

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



La non-politique agricole

Le conseiller fédéral Schneider-Ammann a exposé les grandes lignes de la politique agricole suisse à partir de l'année 2022. A vrai dire, c'est une non-politique, toute politique spécifiquement agricole étant automatiquement réputée protectionniste, ce qui est un crime économique majeur. Désormais, l'agriculture sera traitée comme les autres branches de l'économie suisse et travaillera aux conditions du marché mondial.

On est en plein dans l'idéologie libérale, laquelle, comme toutes les idéologies, dispense ses partisans de penser et de prendre leurs responsabilités tout en leur permettant d'avoir automatiquement raison.

Le discours de M. Schneider-Ammann a choqué. Il a brisé par surprise les espoirs que le souverain avait placés dans l'article de la Constitution fédérale 104a (nouveau) sur la sécurité alimentaire, accepté à 80% le 24 septembre dernier.

En fait, le peuple avait pris ses désirs pour des réalités. Car le nouvel article est clair: si les lettres a), b), d) et e) sont consacrées à la protection des terres agricoles et de la nature, la lettre c) prévoit bel et bien «une agriculture et un secteur agroalimentaire répondant aux exigences du marché».

La Nation, qui recommandait de refuser l'article, avait écrit avant la votation¹: «Le conseiller fédéral en charge de l'économie veut libéraliser encore

plus les marchés agricoles en ouvrant plus largement la porte aux importations. Ce nouvel article ne l'empêchera pas, au contraire, il lui balise le chemin.» Le 24 septembre, *La Nation* a perdu et, comme on le sait maintenant, l'agriculture suisse aussi.

On ne le répétera jamais assez, une initiative populaire doit être jugée en fonction des contraintes précises qu'elle impose au pouvoir, aux cantons, aux corps intermédiaires et aux personnes et non en fonction des émotions que le thème suscite. Il faut voter sur les textes et pas sur les slogans.

L'agriculture n'est pas seulement une branche de notre économie et un élément clef de la défense nationale. C'est aussi un grand nombre de familles paysannes qui s'engagent sans compter pour la survie de leur domaine. Comment l'officialité libérale, radicale, démocrate-chrétienne et socialiste va-t-elle leur «vendre» sa politique d'abandon?

«Mon objectif est d'emmener l'agriculture sur les chemins du succès», déclare sans rire M. Schneider-Ammann qui ajoute crânement que «notre agriculture a les moyens de s'adapter». Qu'est-ce qu'il en sait?

Au début de mars, le même déclarait, lors du 54^e Salon de l'Agriculture de Paris: «La digitalisation peut renforcer la compétitivité et la transparence de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Elle doit représenter une chance pour le secteur en lui permet-

tant de se renouveler.» Plus on relit cette phrase, moins elle a de sens: la digitalisation (?) de l'agriculture renforcerait sa transparence (?) et serait pour elle une chance (?). Chaque fois qu'un politicien parle de «chance» ou de «grande chance», c'est pour dissimuler, à la Coué, une catastrophe imminente. Et de toute manière, la plupart des agriculteurs sont au point en matière d'informatique.

M. Schneider-Ammann invoque aussi la nécessité d'affronter une concurrence internationale toujours plus féroce. Oui, c'est bien connu, quand les bêtes féroces rodent autour de la maison, la première chose à faire est de leur ouvrir la porte.

Le 3 novembre, à *Forum*², M. Philippe Nantermod, conseiller national et vice-président du parti libéral-radical suisse, défendait la position du Conseil fédéral. Selon lui, puisque l'horlogerie et les industries pharmaceutiques peuvent affronter un marché libéralisé, l'agriculture le peut aussi. Quand son vis-à-vis lui objecte que les montres et les médicaments sont des produits à haute valeur ajoutée, M. Nantermod répond péremptoirement que ce qui est possible pour les produits transformés, comme le chocolat et le fromage, doit l'être aussi pour les produits de base. Il n'y a qu'à prévoir des «mesures d'accompagnement efficaces». On aurait aimé savoir à quel type de mesures il pensait, si elles étaient conformes aux exigences du marché libre, si elles étaient destinées à durer et si nous pouvions nous les payer. Mystère et désinvolture!

M. Nantermod conclut en poussant la logique libérale jusqu'au bout. Si l'agriculture connaît des difficultés, demande-t-il, n'est-ce pas précisément parce que c'est le secteur le moins libéralisé de notre économie? On pourrait aussi bien, et avec de meilleurs motifs, affirmer que c'est parce qu'elle l'est déjà beaucoup trop.

Les libéraux nous accorderont que, si la concurrence élimine les moins bons, elle est censée récompenser les meilleurs. Or, il se trouve que tous les agriculteurs de la planète souffrent de la concurrence agricole mondiale, laquelle apparaît comme un affrontement «perdant-perdant». Cherchez l'erreur!

En réalité la concurrence agricole ne se livre pas entre des paysans, dont chacun lutterait pour produire mieux et à meilleur coût que les autres, mais bien entre les groupes agroalimentaires multinationaux, les grands distributeurs et les paysans producteurs. C'est une concurrence inégale, et souvent déloyale, qui désavantage fatalement ces derniers.

La première tâche d'un gouvernement serait d'affronter ces grands groupes en leur imposant le respect de la situation et des usages économiques du pays. Il n'y a pas de politique agricole possible si l'on ne commence pas par là.

Olivier Delacrétaz

¹ «La sécurité alimentaire, vraiment?», Jean-Michel Henny, *La Nation* n° 2078 du 1^{er} septembre 2017.

² «Faut-il libéraliser davantage l'agriculture suisse?» Débat entre Philippe Nantermod et Rudi Berli, *Forum* du vendredi 3 novembre 2017.

Quand un policier répond à un sociologue

Le bulletin de la Police cantonale vaudoise est un organe officiel qui – et c'est au fond assez normal – se départit rarement d'un ton très consensuel et de propos toujours très politiquement corrects. On en remarque que mieux, dans la dernière édition, le ton légèrement plus incisif que d'habitude de l'éditorial du commandant Jacques Antenen. Celui-ci répond aux reproches qu'un sociologue distingué avait adressés cet été à la formation des policiers en Suisse romande: *trop axée sur la violence, trop militaire, guerrière, risque de respect aveugle des ordres, incapacité de discernement, discriminations envers les étrangers, tenues noires des instructeurs* (sic!), etc. Un brouet intellectuel très quelconque, inlassablement ressorti des vieux placards jaunis de mai 68, mais qui continue d'apparaître novateur chez les journalistes – lesquels avaient donc abondamment relayé le propos.

Le commandant de la police cantonale répond: «*C'est faire insulte à la fois à l'intelligence des policiers en formation et à celle de leurs formateurs. [...] Il est évident qu'un policier doit être formé à la résolution de conflits par des méthodes douces et, pour appeler un chat un chat, il l'est à Savatan aussi bien qu'ailleurs. [...] Il n'en demeure pas moins que l'on doit aussi apprendre au policier d'aujourd'hui les réalités de notre monde et le mettre en situation de savoir répondre à des dangers qui menacent non seulement le modèle sociétal dans lequel nous évoluons, mais aussi sa propre sécurité physique. [...] Jusqu'à preuve du contraire, l'image de nos policiers ne souffre d'ailleurs pas, dans la très grande majorité de l'opinion publique, de la nécessaire adaptation de ses méthodes et de son équipement.*»

Cela valait la peine d'être dit.

B.

La poésie, une condition du bonheur

Il n'y a rien de plus génial ni de plus nécessaire que la poésie. Et pourtant notre monde ne paraît pas être affecté par l'ignorance de cette nécessité! Il nous faut la réapprendre, il nous faut réapprendre à nous laisser envahir de temps en temps par le mystère et la musique du vers. La poésie: une condition du bonheur de vivre!

*Prends garde à la douceur des choses
Lorsque tu sens battre sans cause
Ton cœur si lourd.*
nous conseille Paul-Jean Toulet.

C'est bien la raison du lancement du *Concours de poésie française*, dit «La Feuille de Chêne», dans toute la Suisse romande, concours dont la deuxième édition est maintenant ouverte. Il a reçu l'appui de la Direction générale de l'enseignement obligatoire, pour ce qui concerne le Canton

de Vaud. Il y a tout lieu de penser que les départements des autres cantons lui emboîteront le pas, de même que nos Facultés des lettres.

Les contributions doivent être remises par les candidats au secrétariat du concours au plus tard le 30 mars 2018. Le site www.feuille-de-chene.ch fournit toutes informations utiles.

Le premier *Concours de poésie française* a connu l'an dernier un large succès: trente-quatre contributions venues de toute la Suisse romande. Les poèmes des lauréats ont été publiés récemment sous la forme d'un recueil, *La Feuille de Chêne N° 1*, qu'on peut se procurer sur le site indiqué ci-dessus, ou aux Editions de la Feuille de Chêne (tél. 021 729 00 03).

Daniel Laufer

Eschatologie et alarmisme écologistes

L'écologiste est généralement alarmiste. Il développe son argumentation autour de nouvelles effrayantes et culpabilisatrices, souvent prétexte à des politiques mondialistes et centralisatrices déjà évoquées dans *La Nation*¹. Le second film d'Al Gore, *Une suite qui dérange: le temps de l'action*, présentée cette année au Festival du Film de Zurich, se situe dans cette veine. Cette eschatologie écologique hollywoodienne réchauffe – à défaut du climat – la recette qui avait permis au vice-président de Bill Clinton de décrocher deux Oscars et un prix Nobel de la Paix en 2007 avec son premier film *Une vérité qui dérange*. Celui-ci annonçait les effets du réchauffement climatique, présentés comme des signes précurseurs de la fin des temps, tout en glorifiant la venue du « Messie vert » Al Gore, reconverti pour la bonne cause – il n'y a pas de petits profits – dans l'économie verte et le négoce de certificats d'émissions de CO₂.

Bonnes nouvelles écologiques

L'alarmisme écologiste culpabilisant se concentre aujourd'hui autour du réchauffement climatique. Il relègue ainsi d'autres marottes écologistes – ancêtres de l'emballage actuel – au second plan. Citons par exemple le trou de la couche d'ozone, la pollution de l'air et de l'eau, ou encore la déforestation – ces autres signes de l'imminence d'une éco-apocalypse anthropogène dont l'écologiste nous a alarmés, à des intensités variables, dès les années 1970. Les dernières recherches montrent que le trou de la couche d'ozone est en passe d'être « rebouché »². Le remplacement rapide du moteur à combustion par des véhicules électriques va limiter les émissions de CO₂ et de particules fines³, ce qui devrait encore améliorer la qualité de l'air. Les lacs suisses sont aujourd'hui si propres que les poissons n'ont plus assez de phosphore, nutriment essentiel à leur vie⁴. Nos forêts grandissent depuis plus de 150 ans alors qu'un alarmisme répété dans les années 1980 leur prédisait une mort assurée, notamment en raison de la construction des autoroutes (sic)⁵. Rappelons également qu'en 1974 le magazine de référence *Time* avait consacré un article à une autre théorie scientifique en vogue à cette époque, la théorie du... refroidissement climatique⁶!

A problème global, réponses locales

Ces exemples ne signifient évidemment pas qu'il n'est pas nécessaire de se préoccuper des conséquences de l'activité humaine sur l'environne-

ment, en particulier dans le contexte d'une explosion démographique planétaire: la population mondiale est passée de 3,6 milliards en 1970 à 7,6 milliards aujourd'hui (+ 211% en moins de 50 ans!). Les bonnes nouvelles en matière d'environnement sont toutefois trop rares pour qu'on ne se réjouisse du fait que ces sujets soient tombés en désuétude dans notre pays. Ces cas montrent que des réponses locales à un problème global peuvent être pertinentes sans l'intermédiaire d'une gouvernance mondiale chère à Jacques Attali. Ces exemples positifs montrent également que l'alarmisme est – dans la majorité des cas – un mauvais conseiller et qu'en matière d'environnement rien n'est jamais figé, contrairement à une certaine fiction écologiste idéalisant une nature immaculée. Notons ici la dimension profondément réactionnaire et obscurantiste du rêve visant au retour d'un âge d'or écologique vierge de toute souillure anthropogénique.

L'alarmisme écologiste est anthropocentriste

L'*Homo sapiens* affecte de croire que son narcissisme savant lui permet d'exercer une grande influence – bonne ou mauvaise – sur son environnement. En laissant croire que la planète pourrait être sauvée par la seule volonté des hommes, l'alarmisme écologiste anthropocène⁷ nous imagine maîtres de la Terre et flatte ainsi notre orgueil anthropocentriste. Cette idée prométhéenne ravive par sa démesure scientifique – qu'elle prétend pourtant combattre – la formule du péché originel. Avec son approche techniciste de l'environnement, l'alarmisme écologiste goûte au fruit de l'arbre de la connaissance. En prétendant tout savoir sur chaque chose et apporter une réponse à chaque problème au moyen de la science, il laisse supposer que les hommes pourraient, une fois encore, égaler Dieu dans la création; ou en l'occurrence dans la destruction. Si l'on peut douter de la capacité des hommes à sauver la planète, on peut également légitimement douter de leur capacité à la détruire malgré eux.

L'alarmisme écologiste est déresponsabilisant

Dans son essai philosophique *Zangwill*, Charles Péguy démontre qu'une tentation de « surhumanité » apparaît insidieusement dans les systèmes dépourvus de toute transcendance. Au titanisme surhumain, il oppose la conscience des limites humaines: « Nos connaissances ne sont rien auprès de la réalité connaissable. »⁸ Si l'ampleur exacte de la part anthropique du réchauffement climatique reste à définir, nier le phénomène en lui-même serait absurde. On constate la fonte accélérée de nos glaciers à l'œil nu. La finitude humaine devrait par contre nous inciter à l'humilité devant la complexité des phénomènes environnementaux et nous interroger sur notre prétention à vouloir maîtriser la nature. Les décrets climatiques planétaires et leurs solutions sont-ils vraiment entièrement intelligibles aux hommes? Les réponses péremptoires apportées

par les politiciens à la recherche d'une bonne cause à défendre évacuent le plus élémentaire doute scientifique. En cédant au sensationnalisme et en privilégiant les émotions sur la raison, l'alarmisme écologiste messianique du type « Al Gore » incapacite et déresponsabilise: si la planète est si mal en point, pourquoi devrais-je encore faire des efforts?

Alain Mermoud

¹ Delacrétaç, Olivier. « Un écologiste doit être fédéraliste », *La Nation* n° 2070, 12.05.2017.

² Solomon Susan *et al.* « Emergence of healing in the Antarctic ozone layer », *Science*, Vol. 353, N°6296, 30.06.2016, pp. 269-274.

³ « Après le diesel, le moteur à essence est aussi menacé », *Le Temps.ch*, 12.09.2017.

⁴ « L'eau des lacs suisses est trop propre, alerte une association de pêcheurs », *RTS.ch*, 22.05.2016.

⁵ « La surface forestière suisse a explosé en 150 ans », *Le Temps.ch*, 07.01.2016.

⁶ « Science: Another Ice Age? », *Time.com*, 24.06.1974.

⁷ L'Anthropocène désigne l'époque géologique durant laquelle l'influence de l'être humain sur la biosphère a atteint un tel niveau qu'elle est devenue une « force géologique » majeure capable de marquer la lithosphère. Le prix Nobel de chimie Paul Josef Cutzen estime que cette nouvelle ère aurait débuté avec la révolution industrielle et succéderait ainsi à l'Holocène, l'époque géologique en cours s'étendant sur les 10'000 dernières années.

⁸ Péguy, Charles. « Zangwill ». *Les Cahiers de la Quinzaine*, 1904.

Eaux noires

Arbres gris et tourmentés, première neige, eau noire de la rivière: le film du Russe Andreï Zviaguintsev, *Faute d'amour*, annonce la couleur, celle du désespoir.

Aliocha rentre de l'école. Le spectateur le suit dans sa chambre. L'enfant de douze ans y éclate en sanglots. Ses parents sur le point de divorcer se disputent. Aliocha comprend qu'aucun des deux ne souhaite s'occuper de lui après la séparation et qu'il est promis à l'orphelinat. Alors il s'enfuit et disparaît. La police n'a pas le temps d'enquêter sur une fugue, elle n'entre en jeu, à ce que dit le commissaire, que si un cadavre est découvert. Un comité de volontaires du quartier entreprend des recherches sous la conduite d'une des seules personnes consistantes du lieu, qui dirige sa troupe avec calme, compétence, sans illusion, à la manière du militaire qu'il fut peut-être.

Dans ses films, dont certains sont des chefs-d'œuvre, *le Retour*, *Elena*, *Léviathan*, Zviaguintsev montre des Russes perdus. Nous sommes loin du défilé de la Victoire sur la place Rouge. Ils nous ressemblent, avec un reste de naïveté et de présence physique.

Dans un climat inhospitalier, les familles se décomposent, le travail est dépourvu de sens, seul le corps jouissant dispense du plaisir. Les banlieues de Saint-Petersbourg sont moroses. Dans un *open space* où il est occupé à on ne sait quoi, Boris, le père, écoute les blagues stupides de son voisin. Un orthodoxe dirige l'entreprise qui n'engage aucun divorcé. Boris craint de perdre son emploi, mais il apprend qu'il est facile de tricher. Genia, la mère, belle femme, n'est préoccupée que de soins esthétiques afin de plaire à son amant. Genia et Boris se désintéressent de leur fils; sa disparition les secoue, mais ils ne réagissent qu'en gémissant et en s'accusant mutuellement. Chacun d'eux a trouvé un nouveau partenaire: pour Boris, la blonde Macha à qui il a fait un enfant; pour Genia, un nouveau riche solitaire, privé de sa fille qui vit au Portugal. L'amour physique les dé-

tend quand leur portable ne les accapare pas. Leur univers est saturé d'écrans et de consommation, partagé entre le luxe à l'occidentale, les cantines et les centres commerciaux miteux d'aspect soviétique.

« Noir de chez noir », dit Genia pour caractériser son existence familiale. C'est l'impression que conserve le spectateur de cette histoire lente, sans amour, livrée à la fatalité. Genia ne peut transmettre l'affection qu'elle n'a pas reçue de sa mère; Boris est agacé par le blondinet que Macha a engendré, comme il l'était par Aliocha. Chez le nouveau riche, Genia essaie de courir sur un tapis roulant, moulée dans un survêtement aux couleurs de la Russie. Elle s'essouffle, puis s'arrête, le regard vide. Le symbole est épais, mais parlant.

Zviaguintsev sauve la mise par son sens esthétique affûté. Comme Baudelaire, il change la boue en or. Les personnages affichent une certaine robustesse ou une prestance sans emploi, y compris les jolies filles recherchant dans des restaurants luxueux un mari riche point trop ivrogne. Maître de la lumière, Zviaguintsev sait embellir le bâtiment désaffecté, délabré et détrempé par la neige sale où Aliocha a sa « base » avec son copain Kouznetsov. Il filme avec soin l'appartement chromé du nouveau riche, à la décoration impeccable, froide et impersonnelle.

Parmi les personnages secondaires, le spectateur se souvient du petit Kouznetsov, de son père protecteur et de la « prof principale » d'Aliocha, qui efface très mal le tableau noir. Nouveau symbole?

J. P.

Les bien nommés

A la Guilde des carillonneurs de France, le président s'appelle Patrice Latour et le trésorier Jacques Martel.

C.

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier
CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Retour aux dettes

Dans les quatre mois suivant son entrée en fonction, le Conseil d'Etat doit présenter un programme de législature, accompagné d'un plan financier. Ces documents orientent et cadrent l'action gouvernementale pour les cinq ans à venir. Le nouveau Conseil d'Etat a présenté ces textes au début de novembre.

Le programme lui-même apporte un tombereau de bonnes intentions, en général pas très originales, allant du soin de la cohésion sociale et de la qualité de la vie à l'attractivité du Canton et au bon fonctionnement des institutions. On note avec plaisir la volonté de renforcer la formation professionnelle (déjà en éveillant mieux l'intérêt pour les métiers dès l'école obligatoire) et celle de développer l'«éducation numérique», ainsi que l'agrandissement de la flotte de la CGN dévolue au transport public (pas aux croisières de tourisme et de loisirs); on relève un goût prononcé pour les «écosystèmes», même là où on ne pensait pas les trouver puisqu'il s'agit de développer «l'écosystème de l'innova-

tion» économique et de renforcer «l'écosystème sportif vaudois»; pour rester dans les trucs à la mode, on favorisera la biodiversité (notamment en augmentant massivement la surface forestière «laissée à son évolution naturelle») et on lancera une «large campagne» de sensibilisation «aux valeurs démocratiques et à l'égalité des droits» (entre les sexes sans doute).

Du côté de la fiscalité, le Conseil d'Etat entend faire entrer en vigueur en 2019 déjà, sans nécessité, la baisse de l'impôt sur le bénéfice (mais pas la hausse de l'impôt des sociétés à statut spécial, pour laquelle il faut attendre la modification du droit fédéral après le rejet populaire de l'an passé), ainsi que le cortège de mesures sociales d'accompagnement constituant le «paquet RIE III». A part quoi, l'impôt sur la fortune ne devrait guère être allégé, malgré la demande fondée des organisations économiques faitières, puisque le Conseil d'Etat se borne à envisager d'«examiner la nécessité de (le) modifier [...] tout en préservant la dynamique des recettes fiscales». Voilà une formule savante pour mieux noyer le poisson.

Le plus préoccupant, c'est le plan financier. Il nous conduit à un retour prononcé à l'endettement; alors qu'il est quasi nul aujourd'hui (on s'en est assez glorifié!), il remonterait à 3 milliards à la fin de la législature. Cette perspective alarmante ne résulte pas d'une augmentation des investissements, qui devraient rester à un niveau médiocre, inférieur à 300 millions annuels (le chiffre n'est pas communiqué, car l'Etat s'obstine à amplifier la présentation de son effort en mettant dans le même sac la dépense réelle du Canton, les prêts, les garanties, les subventions fédérales). Le retour aux chiffres rouges résulte des pertes fiscales et des charges sociales du «paquet RIE III», sans compensation au début de la part de la Confédération et sans hausse simultanée de l'impôt des sociétés à statut spécial. Mais il n'y a pas que cela. En effet, après le choc de cette mesure en 2019, l'évolution reste déséquilibrée: de 2020 à 2022, le plan prévoit une croissance des dépenses nettement supérieure à celle des revenus (pourtant estimée à 2% annuellement, ce qui n'est pas pessimiste). Pour cette seconde partie

de la législature, ce n'est plus l'effet de mesures déjà prises (assainissement de la Caisse de pensions, accord avec les communes sur certaines charges) qui obère le Canton, mais une politique délibérément choisie par le Conseil d'Etat.

Il serait indiqué de ne pas anticiper, par rapport au droit fédéral, les mesures du «paquet RIE III», de renoncer à certaines innovations qui tiennent plus au beau voir qu'à des besoins réels et de s'en tenir pour le reste à une augmentation de la dépense proportionnée à celle de la population.

Le Grand Conseil est appelé, non à approuver le programme, mais à en «prendre acte». On ne sait pas très bien ce que cela signifie. S'il s'agit d'un simple accusé de réception, le secrétaire du parlement pourrait s'en charger. C'est donc un peu davantage: une manière de reconnaître que le Conseil d'Etat a fait son travail. En refusant de prendre acte, le Grand Conseil manifesterait que le travail n'a pas été fait de façon convenable.

Jean-François Cavin

Vive la mort!

;*Viva la muerte!* était le cri de guerre de la Légion espagnole que le général Millán-Astray lança au philosophe Miguel de Unamuno un jour de 1936.

Il est honorable de donner sa vie pour sa patrie, c'est le sens probable du cri.

Nous pouvons l'entendre autrement. L'utopie transhumaniste nous promet un allongement considérable de la vie, mais peut-être faut-il que la mort vive pour que nous restions des hommes. La réalisation de la promesse n'implique-t-elle pas un bouleversement de la nature humaine? L'homme privé de la mort est-il encore un homme?

L'aventurier Mike Horn sait ce que prendre des risques signifie. *La mort fait partie de la vie*, dit-il, *il est impossible de se sentir vivant sans vivre près de la mort*. Quand un journaliste lui demande où il veut finir ses jours, il répond: *En Suisse, mais je ne veux pas mourir*.

Personne ne veut mourir. La mort est involontaire. L'âge avancé, la maladie, le crime et l'accident en sont les causes. Les suicidaires, comme les doloristes, souffrent d'un trouble de la volonté. Chacun de nous a éprouvé la joie de vivre, personne ne se réjouit de mourir. La mort ne mérite pourtant pas d'être oubliée.

Or dans l'Occident moderne urbanisé, la mort subit *une éclipse*, comme l'écrit le philosophe Robert Redeker dans son dernier livre¹ qui inspire fortement le présent article. La mort n'est tolérée que par écran interposé. Les *images* de la mort nous submergent à cause de la médiatisation incessante des guerres, des massacres terroristes, des migrants en détresse et des catastrophes climatiques. La mort est vécue sur le mode obscène.

Elle est hypervisible comme les films pornographiques.

Dans la réalité, repoussée du champ de la conscience, elle devient l'affaire privée du cercle familial. Les agonisants et les morts sont cantonnés dans les hôpitaux et les EMS. Des thanatopracteurs embellissent les cadavres. La crémation a supplanté l'inhumation. Pourtant, selon Redeker, l'inhumation humanisait, elle défendait l'humain de la nature qui veut l'oubli. Le cadavre insulte l'idolâtrie du corps moderne qui ne mérite pas de servir de repas à la vermine. On ne fait plus face ni à la maladie, ni à la souffrance, ni à la mort. Aujourd'hui, on fait table rase, on dépoussière, comme les profanateurs de 1793 arrachant aux tombes royales de Saint-Denis les restes des cadavres pour les anéantir plus sûrement.

Selon *24 heures* du 26 octobre, *les mœurs funéraires se renouvellent*. Il n'y a plus de cortège depuis longtemps; *le rite s'individualise, le deuil se psychologise*. Il s'agit d'un drame intime vécu en petit comité selon un rituel bricolé. Le mot «mort» est trop dur à nos oreilles: *Emile est parti*, dit-on, *il nous a quittés*. Les cimetières vont disparaître, ils sont *stigmatisants*, alors ils se muent en *lieux de vie*. La municipalité de Nyon veut transformer un cimetière en parc. La fin des cimetières accompagne celle des paysans qui voyaient encore la mort de près dans nos campagnes.

La philosophe Simone Weil se demandait quel plus grand don pouvait être fait aux créatures que la mort. L'utopie transhumaniste veut nous priver de ce don. Certes, les transhumanistes modérés ne souhaitent que ce qu'ils nomment *l'amortalité*, une prolongation de la vie jusqu'à 300 ans. Laurent Alexandre, leur repré-

sentant français le plus en vue, souhaite conserver le corps et la reproduction à cause des plaisirs qu'ils offrent. Les transhumanistes ne feront pas disparaître le guide Michelin, nous dit-il. La vie tendant vers l'immortalité ne change pas de la vie habituelle centrée sur le corps et l'ego, sur l'egobody, selon le néologisme de Redeker. La modernité aime les egobodies. La prolongation de la vie consiste à gagner des années en bonne santé, à *profiter*, à alterner travail (quel travail? celui que les robots nous abandonnent?), formation (quelle formation? en vue de quoi?) et congés sabbatiques. On accumule du savoir, de l'expérience, on apprend toujours plus de langues, on voit tous les films. L'existence selon les transhumanistes consiste à fuir l'idée de mort en saturant le temps gagné par des *activités* et du divertissement, des apprentissages ludiques, des découvertes, des rencontres (avec qui? des gens différents? des mortels?), des voyages interstellaires dont on ne voit pas la fin (au double sens du terme).

L'ennui menace, mais la mort choisie serait la solution. Le transhumanisme est solidaire de l'euthanasie. Seule une vie pleine mérite d'être vécue. Le vieillissement et le déclin sont indignes de l'homme. Selon Redeker, l'euthanasie est paradoxale, elle tue pour nier l'idée de mort. L'idée de mort ne fait plus peur à l'egobody. La mort peut être bonne, *cool*. C'est le sens du préfixe eu- dans *euthanasie*.

Le transhumanisme se défend d'être une religion. Il se rapproche des conceptions matérialistes de la vie. Le moi est réduit au corps, l'âme n'existe pas. *La mort n'est rien pour nous*, répètent les matérialistes de l'Antiquité. Les épicuriens pratiquent l'ascèse pour éviter la souffrance et la

maladie qui les préoccupe plus que la mort. Celle-ci n'est qu'une transformation affectant la matière. Diderot nous dit: *Vous vivez en masse; après votre mort, vous vivez en détails, dissous, épars en molécules*.

Les tranhumanistes ne sont pas chrétiens. La résurrection, qui n'a rien de commun avec l'immortalité égoïste, présuppose la mort. Le Christ lui-même est mort. L'egobody ne veut pas payer le prix.

Redeker, inspiré par Blaise Pascal, ne tient pas le moi en haute estime. La mort libère notre âme du moi orgueilleux. Elle est la peur la plus haute qui nous distingue des animaux. Suivant Heidegger, Redeker pense que seuls les hommes meurent. L'animal s'endort; il s'évanouit au sein de ce qui ne cesse de renaître, les espèces. L'homme aussi appartient à une espèce, mais *sait* que la mort de l'individu garantit la survie de celle-ci.

L'egobody ne se prépare pas à mourir. Peut-on savoir vivre si nous ne faisons aucun cas de la mort? Selon Héraclite, les dieux sont jaloux de la vie des mortels parce qu'elle s'achève dans la mort. L'idée de la mort rend la vie supportable. Cioran, pessimiste joyeux qui l'avait apprise, ne s'est pas suicidé.

Si l'idée de mort s'efface, l'homme est tôt ou tard livré à la dépression et à une fausse bonne humeur – celle de la fête moderne ininterrompue.

A la fin de son livre, Redeker ose un nouveau paradoxe à méditer: sans la mort, il n'y a ni monde humain, ni culture, ni salut. Sans la mort, il n'y a que le néant.

Jacques Perrin

¹ Robert Redeker: *L'Eclipse de la mort*, Desclée de Brouwer 2017

Cher•ère•s lect•eur•rice•s,

Le titre de cet article est un exemple de son sujet : l'écriture inclusive. De quoi s'agit-il ? Selon ses promoteurs, « le point milieu permet d'affirmer sa fonction singulière d'un point de vue sémiotique et par là d'investir "frontalement" l'enjeu discursif et social de l'égalité femmes • hommes ». Cet effarant jargon est tiré du *Manuel d'écriture inclusive*, édité selon les directives du Haut Conseil français à l'Égalité entre les femmes et les hommes. Encore une usine à gaz toxiques.

Le procédé est l'inquiétant avatar d'un mouvement commencé il y a quelques décennies. On a ainsi vu apparaître des auteures et autres écrivaines, néologismes discutables et discutés, pas toujours respectueux de l'étymologie, mais qui ne défigurent pas sensiblement l'harmonie de la langue (bien que sapeuse pompière puisse faire sourire). On s'interroge encore s'il faut dire « Madame la ministre » ou « Madame le ministre ». Certains usages semblent définitivement établis, comme : « Celles et ceux », « Chères collaboratrices, chers collaborateurs ». « Françaises, Français » avait déjà été moqué par Pierre Desproges : « Belges, Belges ». Il est normal que la langue s'adapte aux habitudes de la société qui s'en sert.

Jusque-là, les débats sur les formules à adopter étaient relativement sains et courtois. Mais reprenons un exemple ci-dessus en écriture inclusive : « Cher•ère•s collaborat•eur•rice•s ». La laideur de ces syllabes saccadées suffit à condamner le procédé. En défigurant ainsi la morphologie des mots, on attaque leur beauté et plus encore le génie de la langue. Nul besoin d'être poète ou esthète pour vomir spontanément de telles absurdités. Les complications qu'entraînerait cette pratique quant à la lecture, mais aussi aux accords,

semblent condamner au néant l'application de ces pompeuses balivernes dans les écoles où il est déjà assez difficile d'obtenir spontanément l'accord du sujet et du verbe.

Malheureusement, le bon sens n'a pas nécessairement la victoire acquise : les précieux•ses ridicules responsables de ce saccage sont soutenu•e•s par de hautes instances et de puissants lobbys. Un adversaire de cette réforme, Raphaël Enthoven, l'a stigmatisée avec beaucoup d'esprit : « Ce pauvre "e" par exemple, qui se mêle au mot sans se mélanger, cette petite voyelle qui joue des coudes pour écarter les lettres d'un mot et s'y planter comme un drapeau sur la lune, c'est le contraire d'une victoire, on dirait Eve congelée dans la côte d'Adam. » Cette ironie n'a pas vraiment plu aux thuriféraires du langage épïcène. Le salaud incriminé fut traité de « révisionniste vicieux » par les sectateurs du point milieu.

L'affaire a pris la tournure d'une véritable guerre linguistique et politique à la parution, lors de la rentrée scolaire, d'un manuel d'histoire publié chez Hatier qui suit les recommandations du Haut Conseil à l'Égalité. On y trouve, par exemple, pour l'édification d'enfants de huit ans, que « grâce aux agricult•eur•rice•s, aux artisan•e•s et aux commerçant•e•s, la Gaule était un pays riche. » Pourra-t-on rire plus tard de ces fariboles, comme on se gausse aujourd'hui des manuels de l'époque coloniale qui apprenaient aux petits Africains que leurs ancêtres les Gaulois portaient moustache et cheveux blonds ? Pas si sûr.

Le français n'est pas encore à l'agonie mais il est sérieusement fragilisé par le sabir technocratique, le débraillé de la pensée, l'invasion de l'anglais, les textos, la novlangue,

l'appauvrissement du vocabulaire, l'oubli de la grammaire, le recul sur le plan international... et la lutte menée par l'égalitarisme idéologique contre la langue historique.

Le refus de la valeur générique du masculin comme forme neutre entraîne inévitablement des complications et des hideurs. Pourtant, quand on dit : « Il pleut », personne ne perçoit ce « il » comme un masculin. Si l'on pousse l'exigence égalitariste dans ses conséquences logiques, on devrait aussi adapter des mots comme « personne », « sentinelle », « élite » au masculin : « un person », « un sentinelle », « un élit ». L'expression « attention au chien » est terriblement discriminante : est-ce à dire que les chiennes ne mordent pas ? La lecture du panneau rectifié ATTEN-

TION AU • A LA CHIEN • NE laissera au bestiau le temps de nous dévorer le caleçon.

Et puisqu'on est dans le registre animal, proposons une version remaniée des Fables de La Fontaine pour une prochaine édition scolaire chez Hatier. On commencera par la plus connue :

*Maître•sse Cor•beau•neille sur un
arbre perché•e
Tenait en son bec un•e fromage•tomme
Maître•sse Renard•e par l'odeur
alléché•e*

*Lui tint à peu près ce langage :
Eh bon•nne jour•née, Monsieur.
MadamE du•de la des Cor•beau•
x neille•s...*

couic

Jean-Blaise Rochat

Les subventionnés subventionnant

Une récente publication du service cantonal des statistiques indique que plus du quart des Vaudois bénéficient de subventions pour le paiement de leurs primes d'assurance-maladie. L'Etat y consacrait 300 millions en 2006 et 526 millions en 2016. Une si grande proportion de notre population serait-elle trop pauvre pour faire face à ses dépenses de santé ?

Dans le régime de la LAMAL, les primes sont égales quel que soit l'âge des assurés. Pourtant, le coût des soins et des médicaments évolue très fortement ; il s'alourdit dès la cinquan-

taine et la croissance est exponentielle dans le grand âge. La conséquence du système est que les jeunes gens et les jeunes familles, qui pourraient parfaitement supporter la prime nécessaire pour leur classe d'âge, subventionnent les vieux. Il faut donc subventionner les jeunes.

Il a été proposé que les pouvoirs publics concentrent leur aide sur les frais de santé des personnes âgées. Cela éviterait de manier l'arrosoir à pomme, présenterait une meilleure transparence du système de santé et serait peut-être plus économique. Cette idée n'a pas été retenue par ceux qui animent l'Etat providence : plus les aides sont largement réparties, plus leur clientélisme prospère.

J.-F. C.

Actualité hodlérienne

Ferdinand Hodler est né et a grandi dans le canton de Berne. Arrivé à l'âge adulte, il a choisi de vivre à Genève. A ce titre, il enjambe avec brio le Röstigraben, il rassemble. Son génie quant à lui en a fait l'un des plus grands artistes suisses de son temps et même au-delà. Il est mort en 1918 et notre époque adore fêter les anniversaires, qu'ils soient de naissance ou de mort. Fort naturellement puisqu'on arrive gentiment en 2018, les musées de Berne et de Genève se l'arrachent, se l'arrogent et se font une joie de le brandir en étendard. Dans la cité de Calvin, il faudra compter avec une exposition au musée Rath entre avril et août 2018 qui réunira les forces du Musée d'art et d'histoire de Genève et du Kunstmuseum Bern. Et cette présentation émigrera sans doute à l'automne à Berne.

Mais là ne s'arrête pas l'actualité. Les grands musées font parfois preuve de suffisance et ils n'ont pas du tout invité à collaborer à ces festivités le plus grand fonds d'archives privées sur le peintre, le fonds Jura Brüschiwiler (quelque 80'000 documents). Pour le coup, c'est une aubaine pour notre Canton, car sa jeune

équipe a les moyens d'organiser de belles choses autour de Hodler. Elle a peu de tableaux mais elle connaît tous les collectionneurs privés. Boudées par Berne et Genève, les archives Jura Brüschiwiler ont donc choisi une collaboration avec le musée de Pully pour organiser ce qui s'annonce comme une exposition éblouissante : Hodler et le Léman (du 15 mars au 3 juin). Et elles ne se sont pas arrêtées en si bon chemin puisqu'elles sont partenaires actuellement d'une exposition à Vienne, au musée Leopold, et qu'elles organiseront une exposition aussi à la Fondation Bodmer à Cologny en automne 2018, pour finir par Delémont en 2019. Pourquoi Delémont ? Parce que les archives, genevoises à l'origine, ont trouvé un asile temporaire – le temps d'un long inventaire – dans cette ville qui est aussi celle de l'historien d'art et directeur des archives Niklaus Manuel Güdel, bien connu dans nos contrées par tout un tas conférences de sur Hodler ces dernières années, à Chexbres, à Vevey au musée Jenisch, et jusque dans les locaux de la Ligue vaudoise.

Yves Guignard



Mourir de rire, c'est bon pour la santé

Autrefois, il était de bon ton de brûler les sorcières (et les sorciers aussi, sans doute, ce qui prouve que l'égalité des sexes n'est pas un concept entièrement nouveau).

De nos jours, croire à l'immortalité de l'âme est devenu extrêmement suspect et le principe de non-discrimination a fait un grand bond en avant : on préfère brûler tout le monde ou presque – en ayant la délicatesse, il est vrai, d'attendre que la personne soit décédée. Il ne reste bientôt plus que quelques fieffés intégristes pour se faire inhumer selon la tradition chrétienne.

LE COIN DU RONCHON

Cette nouvelle mode – rationnelle dans un pays surpeuplé mais domageable en termes d'émissions de CO₂ – amène parfois à des rencontres ambiguës. Ainsi, un de nos lecteurs

à Epalinges nous signale avec une pointe de perplexité la proximité de l'église des Croisettes, où l'on est censé rendre hommage aux défunts, et de la déchetterie du Giziaux, où l'on est prié d'éliminer les « encombrants incinérables » (sic). La plaquette d'information communale relative à la déchetterie est illustrée par une photographie... de l'église. D'où un risque évident de confusion, surtout lorsque le *cher disparu* était encore considéré, de son vivant, comme véritablement encombrant.

Faut-il y déceler une volonté délibérée de synergie ? La commune rassemblerait ainsi en un même endroit tous les feux infernaux – ceux-là même qui, selon notre avisé lecteur, font froid dans le dos. Quoi qu'il en soit, mieux vaut rire de cette glaçante coïncidence. Car le rire, nonobstant les effrayantes statistiques qui dénombrent nos concitoyens *morts de rire*, est encore considéré par les plus hautes instances officielles comme « bon pour la santé ».